

JOSETTE DEBROUX

**S'ASSURER UNE POSITION RESIDENTIELLE EN ZONE
PERIURBAINE : DES PRATIQUES RESIDENTIELLES MARQUEES PAR
L'ORIGINE, LA TRAJECTOIRE ET LES PERSPECTIVES DE MOBILITE**

Sociologiques, n°45-46, 2013, pp.219-231

A partir d'une enquête réalisée auprès de périurbains installés depuis la fin des années 1990 dans deux communes périurbaines de Grenoble présentant un profil social contrasté, cet article montre l'intérêt de prendre en compte la trajectoire sociale et pas seulement la position sociale pour comprendre les choix de localisation, les rapports à la maison et à la vie locale. Alors que les individus en situation de mobilité ascendante cherchent à faire correspondre leur position résidentielle à leur nouvelle position sociale tout en conservant les habitudes acquises dans leur milieu d'origine, les individus en situation d'immobilité qui n'ont pu atteindre la position sociale espérée par leurs parents ou la maintenir, ne parvenant pas à améliorer leur position professionnelle ajustent leur position résidentielle à leur groupe social de référence. Dans les deux cas, les perspectives de mobilité professionnelle conduisent à renégocier les investissements dans la sphère résidentielle qui apparaît comme une sphère d'ajustement social.

Si, grâce aux études statistiques, on connaît les principaux déterminants qui structurent la mobilité résidentielle selon la position dans le cycle de vie et le type de déplacements (de longue ou de courte distance)¹, les travaux portant sur les trajectoires résidentielles ont montré l'intérêt de prendre en compte les trajectoires professionnelle et familiale pour rendre raison de l'enchaînement des positions résidentielles successivement occupées et de leur redéfinition au fil de l'existence². En effet, la mobilité résidentielle est liée aux « formes de mobilité » dans les autres dimensions de la vie des individus (professionnelle, familiale, sociale...) et au contexte dans lequel elle se déploie, qu'il s'agisse des politiques de l'habitat favorisant tel ou tel segment de logements, du contexte local³...

Parce que la position résidentielle contribue à définir la position sociale de l'individu, la mobilité résidentielle n'est pas indépendante de la trajectoire et des appartenances sociales. À travers de multiples indices comme le type de logement occupé, le statut d'occupation, l'inscription dans la vie locale, l'éducation des enfants... il est possible de se construire une identité sociale « jamais réductible à l'emploi occupé »⁴, les individus pouvant mettre en

œuvre des « stratégies résidentielle et professionnelle de l'identité sociale »⁵.

C'est à partir des relations entre trajectoires résidentielles et trajectoires sociales que certains travaux ont appréhendé le développement des zones périurbaines les considérant, dans les années 1970, comme un des espaces de promotion des « nouvelles classes moyennes » salariées liées au développement de l'Etat-Providence. Selon ces travaux, les « nouvelles classes moyennes » ont construit leur « identité » dans l'espace du « hors travail, du résidentiel et du quotidien »⁶, se distinguant ainsi des catégories populaires et supérieures. Dans les communes périurbaines, elles ont été très actives dans le mouvement associatif et ont, la plupart du temps, conquis le pouvoir local à fin des années soixantedix, valorisant leur capital culturel et imposant leurs valeurs et modèles fondés notamment sur « l'épanouissement personnel » qu'elles opposent aux modèles d'ascension fondés sur le travail et la réussite matérielle⁷.

De « conquérantes », « innovantes » dans un contexte d'amélioration généralisée du niveau de vie, de forte mobilité sociale inter et intra-générationnelle, les « classes moyennes » dont la compo-

¹ Authier Jean-Yves (dir.), Bidet J., Collet A., Gilbert P., Steinmetz H., *Etat des lieux sur les trajectoires résidentielles*, Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du développement durable et de la mer, Plan Urbanisme Construction Architecture, 2010, p.14.

² *Ibid*, p. 4.

³ *Ibid*.

⁴ Cartier Marie, Coutant Isabelle, Mascalet Olivier, Siblot Yasmine, *La France des « petits-moyens »*, enquête sur la banlieue pavillonnaire, Paris, La Découverte, 2008.

⁵ Benoît-Guilbot Odile, Modai Catherine, « Les stratégies résidentielle et professionnelle de l'identité sociale », *Archives de l'Observatoire du Changement Social*, volume IV, CNRS, Paris, 1980, pp.45-89, cité par Authier Jean-Yves et *alii.*, *op. cit.*, p.26.

⁶ Bidou Catherine, *Les aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF, 1984.

⁷ Thomas Marie-Paule et Pattaroni Luca, « Choix résidentiels et différenciation des modes de vie des familles de classes moyennes en Suisse », *Espaces et sociétés* n°148-149, 2012, p.112.

sition varie selon les analyses, seraient devenues, dans les années 1990 dans un contexte socio-économique transformé, « à la dérive »¹, hantées par le déclassement². La représentation des zones périurbaines adossée à celle des « classes moyennes », malgré la diffusion de ce modèle résidentiel dans les strates supérieures des catégories populaires, se modifie : d'espaces de promotion, elles deviennent des « refuges »³.

Les travaux empiriques nuancent ce modèle ; les accédants à la propriété d'une maison individuelle en périurbain exercent des métiers très diversifiés, inégalement exposés aux risques de « déclassement »⁴ et peuvent connaître des trajectoires sociales ascendantes. Si, sous les effets conjugués de la précarité, de la flexibilité, de l'individualisation du rapport au travail, de l'affaiblissement des identités collectives⁵ l'espace résidentiel peut « rassurer »⁶ ou compenser une « identité sociale insatisfaisante »⁷, on peut supposer que les pratiques résidentielles diffèrent selon la pente de la trajectoire sociale et les perspectives de mobilité professionnelle.

Si les pratiques résidentielles en zone périurbaine ont fait l'objet de nombreux travaux éclairant le « choix » de localisation⁸, les modes de vie⁹, les rapports de voisinage¹⁰, les positions sociales sont le plus souvent appréhendées par la PCS. L'objectif de cet article est de montrer l'intérêt de

prendre en compte les caractéristiques de la trajectoire sociale, de la trajectoire professionnelle et pas seulement la position sociale pour comprendre le « choix » de localisation, les rapports à la maison, les rapports à la vie locale¹¹. L'analyse s'appuie sur une trentaine d'entretiens biographiques réalisés auprès d'hommes et de femmes qui ont acheté ou fait construire une maison individuelle dans deux communes périurbaines situées à une trentaine de kilomètres de Grenoble, communes dont ils ne sont pas, pour la quasi-totalité d'entre eux, originaires¹².

Ces communes présentent un profil social contrasté permettant d'accéder à une population diversifiée. La première commune peuplée de 2475 habitants (au recensement de 2008) est une commune touristique située à 1000 mètres d'altitude. Elle a connu une croissance continue de la population municipale depuis 1968, particulièrement forte à partir des années 1990. Avec une population active comptant 28% de cadres et professions intellectuelles supérieures, 31% d'habitants appartenant aux catégories intermédiaires, 20% d'employés et 9% d'ouvriers¹³, elle fait partie des communes les plus bourgeoises de l'aire urbaine de Grenoble¹⁴. Dotés de nombreux services (un collège et un lycée avec uniquement des filières

¹ Chauvel Louis, *Les classes moyennes à la dérive*, Paris, Le Seuil, 2006.

² Maurin Eric, *La peur du déclassement. Une sociologie des récessions*, Paris, Seuil, La République des idées, 2009.

³ Donzelot Jacques, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, n° 303, 2004, pp.14-39.

⁴ Borc Serge, *Sociologie des classes moyennes*, Paris, La Découverte, 2008.

⁵ Dubar Claude, *La socialisation*, Paris, A. Colin, 2000.

⁶ Jaillet Marie-Christine, « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, n°303, 2004, pp.40-62.

⁷ Collet Anaïs, « Les "gentrificateurs" du Bas Montreuil : vie résidentielle et vie professionnelle », *Espaces et sociétés*, 2008, n°132-133, pp.125-141.

⁸ Berger Martine, « Les périurbains d'Île-de-France : stratégies de localisation », in Bonvalet Catherine, Fribourg Anne-Marie (dir.), *Stratégies résidentielles*, Paris, Ined, 1990, p. 369-383.

⁹ Madore François, « Modes de vie périurbains en France », *Norôis*, n°193, 2004, pp.77-90 ; Cailly Laurent et Dodier Rodolphe, « La diversité des modes d'habiter des espaces périurbains dans les villes intermédiaires : différenciations sociales, démographiques et de genre », *Norôis* n°205, 2007, pp.67-80 ; Pinson Daniel et Thomann Sandra, *La maison en ses territoires. De la ville à la ville diffuse*, Paris, L'Harmattan, 2001.

¹⁰ Charmes Eric, « Entre ouverture et fermeture : les rapports à autrui dans les tissus périurbains », in Haumont Bernard et Morel Alain (dir.), *La société des voisins*, Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2005, pp.109-121.

¹¹ Quelques travaux récents portant sur le périurbain tiennent compte des trajectoires sociales, voir : Lambert Anne, « Des « pionniers » prisonniers : immobilité résidentielle et déclassement social des pavillonnaires en ville nouvelle », *Espaces et sociétés*, n°148-149, 2012, pp.53-72 ; Girard Violaine, « Sur la politisation des classes populaires périurbaines. Trajectoires de promotion, recompositions des appartenances sociales et distance(s) vis-à-vis de la gauche », *Politix*, n°101, 2013, pp.183-215.

¹² La population enquêtée a été constituée à partir du registre des permis de construire dans la commune touristique et à partir de noms donnés par un conseiller municipal dans la commune agricole. Pour éviter de comparer des ménages qui n'ont pas bénéficié pas des mêmes possibilités d'emplois et de mobilité sociale, nous avons limité l'analyse aux ménages ayant obtenus un permis de construire entre 1996 et 2007, avec des conjoints âgés très majoritairement de moins de 40 ans au moment de l'installation. Ce matériau d'enquête a été mobilisé dans un article portant sur la socialisation résidentielle et les enjeux du choix résidentiel selon le genre et la position sociale : Debroux Josette, « Accéder à la maison individuelle en zone périurbaine : passé résidentiel, position dans le cycle de vie et sphères d'identification » *Métropoles*, n°10, 2011 <http://metropoles.revues.org>

¹³ Source : INSEE, recensement de la population, 2009.

¹⁴ Dans l'aire urbaine de Grenoble, la part des cadres et professions intellectuelles supérieures et des professions intermédiaires dans la population active est respectivement de 21.5 et 27%, celle des employés et ouvriers est de 26 et 19% (source : INSEE, recensement de la population 2010).

de l'enseignement général à 7 km), elle compte aussi de nombreuses associations (un peu moins d'une quarantaine). Les « nouveaux habitants » ont investi la plupart des associations et le pouvoir local (les « nouveaux représentent les un peu moins des 3/4 des élus dans le conseil municipal actuel). Si le prix du foncier a fortement augmenté au cours des années 2000, il restait plus avantageux que celui des communes périurbaines résidentielles plus proches de l'agglomération attirant, selon le maire, « les scientifiques de Grenoble, sportifs, écolos, bobos ».

La seconde commune, peuplée que de 557 habitants en 2008 a également connu une forte augmentation de sa population depuis 1990 grâce au solde migratoire positif. Elle se caractérise par une sous-représentation des catégories favorisées et une surreprésentation des ouvriers par rapport à l'aire urbaine de Grenoble. La construction récente d'un lotissement de 31 maisons identiques (individuelles et jumelées de qualité médiocre) sur des parcelles de 500 m² de moindre qualité témoigne de son profil plus populaire : en 2008, les employés et ouvriers représentent respectivement 20% et 36% de la population active alors que la part des cadres et professions intellectuelles supérieures s'élève à 13% et celle des professions intermédiaires à 26%. La commune possède de rares équipements et les associations sont peu nombreuses.

Les ménages au sein desquels l'homme est en situation de mobilité sociale ascendante (les conjointes sont soit en situation de mobilité ascendante soit ont maintenu leur position d'origine¹) cherchent à faire correspondre leur position résidentielle à leur nouvelle position sociale tout en conservant les goûts et habitudes de leur milieu d'origine, évitant les situations de sur-classement résidentiel. Quand un des conjoints n'a pas atteint la position espérée par ses parents ou n'a pu maintenir la position de son milieu d'origine, le « choix » de localisation, les caractéristiques de la maison et les pratiques locales visant à compenser

¹ L'appréhension de la mobilité sociale des femmes est plus difficile du fait notamment de la différence dans la structure des emplois féminins et masculins, la moitié des actives se retrouvant dans la catégorie des employés. La prise en considération de l'activité professionnelle des femmes pose également la question du choix de la personne de référence dans l'analyse de la mobilité sociale (cf. Merllié Dominique, « La mobilité diffère-t-elle selon le sexe ? », in Blöss Thierry (dir.), *La dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2002, pp.151-173). Pour évaluer « objectivement » la mobilité des femmes, nous avons rapporté la position des femmes à celle de leur père, les mères ayant rarement exercé une activité professionnelle continue.

une position sociale insatisfaisante s'accompagnent de fortes tensions.

faire correspondre la position résidentielle à la nouvelle position sociale

*des trajectoires sociales ascendantes
mais une appartenance sociale incertaine*

Alors que dans le contexte des Trente Glorieuses, la transformation structurelle des emplois induit mécaniquement la mobilité sociale inter et intra-générationnelle, pour la génération des années 1960, l'ascension sociale passe par la réussite scolaire². Une partie des enquêtés (très majoritairement des hommes) présentent une trajectoire sociale ascendante de plus ou moins grande amplitude. Issus de milieux populaires ou de catégories intermédiaires, (les pères sont ouvriers, maçons, employés, petits agriculteurs, petits artisans, ou suite à une mobilité en cours de carrière, agents commerciaux, agents de maîtrise au plus titulaires du certificat d'études primaires...), ils sont enseignants du secondaire, cadres du privé et du public, ingénieurs, architecte, chargé de recherche plus rarement techniciens... Les conjointes, toutes diplômées de l'enseignement supérieur, ont parfois connu une mobilité ascendante, souvent de plus faible amplitude, maintenu leur position d'origine ou conservé leur position d'origine par alliance. Accédant aux études supérieures au moment où les effectifs d'étudiants explosent, entre 1985 et 1994, ils ont bénéficié des différentes réformes du système éducatif conduisant à une augmentation généralisée des niveaux d'études et en particulier des jeunes de milieux populaires³.

Les trajectoires scolaires sont diversifiées tant par les titres obtenus que les performances scolaires. Ceux qui se désignent comme « bons élèves », tous diplômés de 3^{ème} cycle de l'enseignement supérieur, ont connu des trajectoires scolaires souvent linéaires mais ont dû revoir à la baisse leurs prétentions. Privilégiant très souvent les filières de l'enseignement supérieures les plus sélectives et notamment les classes préparatoires, certains n'ont pu y accéder faute de résultats. Yves, par exemple, né

² Poullaouec Tristan, « Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants », *Économie et Statistique*, n°371, 2004, pp.3-22.

³ Chauvel Louis, « La seconde explosion scolaire : diffusion des diplômes, structure sociale et valeur des titres », *Revue de l'OFCE*, n°66, juillet 1998.

en 1966, fils d'un mécanicien devenu vendeur et d'une architecte qui a cessé son activité à sa naissance, voulait devenir vétérinaire mais n'a pas été accepté en classes préparatoires, il s'inscrit en faculté d'informatique et obtient un doctorat. D'autres ont abandonné à la fin de la première année de classes préparatoires, pour entrer en BTS et poursuivre à l'Université jusqu'à obtenir un diplôme de 3^{ème} cycle. La poursuite d'études est souvent présentée comme un différenciel :

« Quand je suis arrivé à 20 ans avec mon DUT thermique, je me suis dit, je ne vais pas entrer dans la vie active maintenant c'est trop tôt, comme je fais beaucoup de montagne, je suis allé frapper à l'Institut de géographie alpine... » (*Xavier, consultant, père chauffeur routier à son compte.*)

La trajectoire des « élèves moyens » est plus heurtée avec une progression laborieuse vers les études supérieures, parfois suite à une reprise d'études. Ils obtiennent des diplômes professionnels de 1^{er} cycle de l'enseignement supérieur, plus exceptionnellement des niveaux de 3^{ème} cycle comme Frédéric né en 1966. Fils unique d'agriculteurs (sur une petite exploitation maraîchère de l'arrière-pays niçois) Frédéric est refusé en classes de seconde « j'étais un peu fumiste ». Il entre en BEP puis rejoint une classe de première et obtient un bac F4. Il réussit un concours d'entrée dans une école d'architecture.

L'entrée dans l'emploi, à un moment où les perspectives de mobilité sociale sont plus contrastées que celles des générations précédentes¹ et où les ressources sociales sont indispensables pour obtenir un emploi sur un marché du travail tendu, est souvent laborieuse pour les « bons élèves », titulaires de doctorat ou de diplômes du troisième cycle de l'université. Ils connaissent le chômage, multiplie les stages, autant d'expériences qui leur font craindre un déclassement. Vincent, fils d'un agent commercial et d'une assistante sociale, titulaire d'un doctorat envie ses camarades qui ont opté pour des voies plus courtes débouchant sur un emploi :

« On est par rapport à ceux qu'ont le même âge, qui eux ont choisi une voie différente qui ont un boulot fixe, on est eh, eux ils gagnent leur vie, des fois c'est pas forcément facile ».

Moins assurés que les enquêtés aux trajectoires scolaires plus linéaires, d'origine souvent plus populaire, les élèves « moyens », font l'expérience du déclassement. Olivier, fils d'un ouvrier, titulaire d'un BTS de Génie mécanique est entré comme ouvrier dans une entreprise avant d'être promu, dans la même entreprise, il obtient un emploi de technicien ... Romain avec un master d'ingénieur en environnement, après avoir cherché pendant un an et demi un poste d'ingénieur, accepte un emploi d'ouvrier. Sa promotion interne à un poste de cadre est consécutive à la perte d'un marché faute d'avoir respecté les normes environnementales. Non seulement ils ne disposent pas des mêmes connaissances en matière de négociation de leurs qualifications que les diplômés fils de cadres diplômés mais ils ne peuvent pas prolonger autant que ces derniers leur recherche d'emploi pour trouver un poste en adéquation avec leur formation.

L'accès à un emploi de cadre, d'ingénieur, de chargé de recherche, de technicien... après un moratoire plus ou moins long est interprété comme une « chance » traduisant le sentiment d'une absence d'emprise sur la destinée, la « socialisation transitionnelle » n'étant pas sans conséquence sur le déroulement des carrières².

L'installation récente dans une nouvelle position ne gomme les échecs et réussites qui ont jalonné leur parcours révélant un rapport souvent ambivalent à la réussite scolaire et sociale³. Pour que les doutes liés à leur nouvelle appartenance se dissipent, il faut qu'ils se sentent confirmés dans leur poste à la manière des cadres de promotion dont l'anxiété statutaire ne peut être surmontée sans signe de réassurance de leurs pairs⁴, la socialisation professionnelle devant toujours composer avec les dispositions constituées. C'est à ce moment que la plupart accèdent à la propriété d'une maison, une fois leurs situations professionnelle et familiale stabilisées⁵.

² Chauvel Louis, *Le destin des générations*, Paris, PUF, (1998), 2010, p.33.

³ Dans leur milieu d'origine, ils sont souvent confrontés à des injonctions contradictoires, aux double-bind, aux « antinomies de la succession » (Bourdieu Pierre, « Les contradictions de l'héritage », *in id.* (dir.), *La misère du monde*, Paris, Le Seuil, 1993, p.1093).

⁴ Boltanski Luc, *Les cadres, la formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982, p 436.

⁵ La plupart de ces ménages correspondent aux « jeunes couples avec enfants » locataires d'un appartement ou d'une maison qui quittent la proche banlieue ou le périurbain proche. On compte quelques propriétaires comme un « jeune couple » qui a vendu sa maison acquise grâce à un héritage et

¹ Peugny Camille, « Éducation et mobilité sociale : la situation paradoxale des générations nées dans les années 1960 », *Economie et Statistique*, n°410, 2007, pp.23-45.

*objectiver dans l'espace résidentiel la mobilité
sociale mais conserver ses habitudes*

Le choix résidentiel mêle différentes dimensions interdépendantes, une localisation, un type de logement, un statut d'occupation, qui ne pèsent pas, pour tous les ménages, le même poids dans la décision. Si pour tous, la progression dans la trajectoire résidentielle se traduit par l'acquisition d'une maison c'est parce que ce modèle résidentiel a été intériorisé au cours de la socialisation familiale associée alors à la réussite sociale¹. Compte-tenu de la structuration du parc des logements, l'accès à la maison individuelle en propriété suppose très souvent un choix de localisation à la périphérie des villes. Pour les enquêtés en situation d'ascension sociale cadres, ingénieurs, techniciens..., l'installation dans un environnement « rural » fait partie de leur choix résidentiel, les communes explorées sont toujours périurbaines :

« On voulait être à la campagne, une maison individuelle avec du terrain et pas trop loin » (*Vincent, chargé de recherche.*)

Il correspond à l'environnement dans lequel la plupart ont vécu au cours de leur enfance et auquel ils se sentent appartenir :

« ... On est bien campagne et tout ça donc euh » (*infirmière père agent de maîtrise, conjoint technicien, père ouvrier.*)

« ... On est plutôt campagne » (*ingénieur, père artisan.*)

Leur familiarité avec l'environnement rural acquise précocement évite tout effort d'appropriation et d'ajustement. Ils ont l'habitude de prendre la voiture pour se déplacer, « les trajets ça m'a fait pas peur j'ai toujours fait des trajets », (cadre, père agent maîtrise), l'espace rural est un espace qu'ils ont toujours pratiqué y compris lorsqu'ils résidaient en ville :

« On est plutôt ballade, nature, quand on était en bas, on passait les week-ends en montagne », (*institutrice, père technicien.*)

La localisation peut être appréciée à partir de différents critères² comme la distance à l'emploi et à la ville-centre, les propriétés de la commune, la taille la commune, ses équipements, ses propriétés distinctives, qu'il s'agisse de son patrimoine bâti, de son « paysage » et plus généralement de toute singularité, source de prestige social³.

Si le prix du foncier ou plus rarement des maisons est toujours à l'origine de l'éloignement de Grenoble des ménages de techniciens, l'absence d'équipements ou de qualités paysagères des communes ont pu conduire des ménages de cadres, d'ingénieurs, d'enseignants... à renoncer à des localisations plus proches de leur emploi. Au prix de l'éloignement que tous minimisent, les cadres, ingénieurs... s'installent dans la commune touristique qu'ils « connaissaient » parce qu'ils s'y promenaient ou plus exceptionnellement parce qu'y résidaient des amis. Ils accèdent à un environnement distinctif financièrement abordable avec de nombreux équipements et services, (école, crèche, activités périscolaires, services médicaux et paramédicaux, petits commerces...) alors que les ménages de techniciens s'installent dans la commune agricole⁴, attirés par le prix d'une maison ou d'un terrain, l'espace environnant étant perçu comme un espace de récréation⁵.

L'accession à la propriété d'une maison ne doit pas mobiliser toutes leurs ressources et s'accompagner de privations : c'est à cette condition que le choix résidentiel peut rassurer. Marie, infirmière, 38 ans, (fille d'une ouvrière, son père également ouvrier, décédé lorsqu'elle avait 5 ans) et Olivier, 33 ans, technicien (père, ouvrier) en couple depuis 5 ans, continuent à épargner :

² Grafmeyer Yves, « Approches sociologiques des choix résidentiels », in Authier Jean-Yves, Bonvalet Catherine et Lévy Jean-Pierre (dir.), *Elire domicile, la construction sociale des choix résidentiels*, Lyon, PUL, 2010, p.36.

³ Steinmetz Hélène, « Se distinguer dans les espaces pavillonnaires ? », *Articulo – revue de sciences humaines*, n°5, 2009, <http://articulo.revues.org>

⁴ Seul, Frédéric et Anaïs, architectes tous deux d'origine populaire se sont installés dans la commune agricole. Arrivés sur le marché du travail à un moment où les emplois sont rares, ne disposant d'aucun réseau et d'aucune ressource économique, Anaïs et Frédéric ont été, dans un premier temps, hébergés par la famille d'Anaïs, Frédéric installant son bureau dans une grange rénovée puis ont fait construire une maison sur un terrain hérité.

⁵ Chamboredon Jean-Claude, « Les usages urbains de l'espace rural : du moyen de production au lieu de récréation », *Revue française de sociologie*, vol. XXI, n°1, 1980, pp.97-119.

a changé de région pour des raisons professionnelles. Parmi ceux arrivés après la quarantaine, certains avaient été propriétaires d'un appartement plus rarement d'une maison. Dans ce cas, c'est pour se rapprocher de leur nouvelle affectation que certains ont vendu leur maison.

¹ Debroux Josette, « Accéder à la maison individuelle en zone périurbaine ... », *art. cit.*

« ... On voulait pas non plus de mettre le couteau sous la gorge, de, de... d'acheter coûte que coûte et puis d'être à dix euros près à la fin du mois quoi, on voulait aussi se laisser (...) on voulait épargner aussi, mettre des sous de côté. »

Bernard, ingénieur d'études, (son père est facteur) et Claire, sa conjointe, cadre de la fonction publique, (sa mère est infirmière, son père est invalide) installés dans la commune touristique tiennent des propos analogues :

« On a fait le choix d'emprunter sur plus longtemps, sur 20 ans, on a des mensualités basses on est à 17, 20% de part d'emprunt par rapport aux revenus (...) enfin bon moi c'était vraiment un truc que je voulais c'était pas me mettre et un couteau sous la gorge avec des emprunts, avoir de la marge eh ! »

La maison, à travers laquelle pourtant le propriétaire expose ses goûts et moyens¹ apparaît plus secondaire pour les « bons élèves » qui n'ont pas de rêves à réaliser, prêts à saisir les opportunités qui se présentent à eux :

« On a commencé par chercher une maison par simplicité et en fait on n'a pas trouvé (...) que ce soit maisons ou terrains donc on a sauté un peu sur la première occasion et ça s'est trouvé être un terrain, si ça avait été une maison ç'aurait été une maison. » (*chargé de recherche, père agent commercial.*)

Les ménages font volontiers appel à un constructeur quand les conjoints sont d'origine populaire :

« ... On a trouvé le terrain vite fait, y'avait un collègue de mon mari qui faisait construire qui avait ce constructeur là et qui était très satisfait, on a été le voir elle était clé en main » (*technicienne, père artisan, conjoint cadre titulaire d'un doctorat, père agent commercial.*)

Les enquêtés « élèves moyens » qui ont connu un déclassement en début de vie professionnelle investissent davantage leur maison, recherchant des marques distinctives, se rapprochant, par leurs pratiques des enquêtés qui n'ont pu réaliser la mobilité sociale attendue par leurs parents comme s'il leur fallait investir davantage la maison pour se rassurer. Jean-Louis, fils d'un employé SNCF devenu « cadre moyen » et d'une mère institutrice a été ouvrier avant de reprendre des études et obtenir un diplôme de paysagiste. Il fait construire une maison au moment où il se sent mis sur la touche dans son travail, il n'a plus rien à faire :

« J'ai croisé mon directeur (...) je lui dis que ça n'allait pas (...) Ben oui, j'ai rien à faire donc euh... je

m'emmerde ». Il sait ce qu'il veut en matière de maison, « faire en une auto-construction, et impérativement en bois... »

Mobilisant les savoir-faire acquis dans leur milieu d'origine, plus rarement ceux de leurs parents, ils prennent en charge une part plus ou moins importante des travaux pour réduire le coût de la maison :

« Ben on a fait faire les murs, le toit et on a fait tout le reste (...) pendant un an, on a fait que bosser enfin bosser, pendant les vacances (...) les week-ends. » (*Vincent, chargé de recherche.*)

Après un fort investissement pour rendre la maison habitable, les travaux traînent en longueur, y compris l'extérieur, partie publique de la maison. Le terrain environnant la maison est souvent laissé en l'état, le temps hors travail est prioritairement consacré aux enfants, aux loisirs, « les travaux eh, on essaie de profiter au maximum des enfants » (ingénieur, père médecin, conjoint ingénieur, père artisan). L'espace résidentiel ne constitue pas un espace prioritairement investi.

*se tenir à distance de la vie locale
pour « être tranquille »*

La distance à la vie locale garantit leur « tranquillité » et leur permet de se distinguer de ceux qui y sont cantonnés ce qui ne signifie pas, pour autant, qu'ils s'inscrivent tous dans des réseaux localisés ailleurs à l'instar des catégories dominantes². Ne pas être « connu » après de longues années de présence dans la commune apparaît comme un signe distinctif mis en avant par certains hommes en ascension :

« Personne me connaît, quoi... Vous demandez où j'habite au village, il y aura personne qui sera capable de le dire. » (*Jean-Louis cadre, père employé puis « cadre moyen », installé en 1996, sans enfant, commune touristique.*)

« Personne ne me connaît ! » (*infirmier, père, maçon, 3 enfants installé en 1996, commune touristique.*)

Les sociabilités de voisinages sont toujours positivement perçues, que les voisins soient des « nouveaux habitants », des agriculteurs, des ménages populaires mais ne conduisent pas à la construction de relations amicales qui suppose le partage d'activités. Ils privilégient les promenades et

¹ Bourdieu Pierre, « Un placement en bon père de famille », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°81-82, 1990, p.6.

² Wagner Anne-Catherine, « Le jeu de la mobilité et de l'autochtonie au sein des classes supérieures », *Regards Sociologiques*, n°40, 2010, pp.89-98.

pratiques sportives seuls, en famille ou avec des amis évitant toutes formes organisées de loisirs qui contraignent, s'adonnent volontiers aux pratiques de loisirs acquises dans leur milieu d'origine comme la pêche ou le jardinage et ne sont pas prêts à faire des efforts pour changer leurs habitudes :

« Le milieu associatif pas trop pour l'instant, de manière traditionnelle avec mon épouse on s'est assez peu intéressé à ça... » (*Enseignant, père, agriculteur, commune touristique.*)

« Euh vie associative euh non, c'est pas, c'est pas notre truc. » (*Technicien, père ouvrier commune agricole.*)

Cette distance à la vie locale leur évite toutes confrontations avec les hiérarchies sociales qui s'y expriment et les obligerait à se situer. « L'intérêt pour l'aspect perçu n'étant jamais indépendant de l'intérêt à l'apercevoir »¹, ils ne voient dans leur environnement que ceux qui leur ressemblent :

« ...C'est une population quand même de cadres, je pense que y'a pas mal de gens qui travaillent à Grenoble, qui profitent du site, un peu comme nous, qui font leurs activités là. » (*Cadre, père gendarme puis ouvrier, commune touristique.*)

Olivier, technicien, fils d'ouvrier qui compte parmi ses voisins de nombreux ouvriers, voit surtout des techniciens :

« ... Niveau social je dirais (...) Classe moyenne quoi euh c'est comme nous, techniciens, des gens comme ça, salaires moyens... » (*Commune agricole.*)

C'est à cette condition qu'ils peuvent être ce qu'ils sont, avoir le sentiment d'être en « apesanteur sociale », d'être « en vacances » :

« J'ai l'impression d'être en vacances à chaque fois que je remonte. » (*Cadre dans le public, père, employé communal.*)

« La ville ça nous correspond pas quoi. En campagne on arrive là, on décompresse, on prend les vélos et voilà quoi ! » (*Infirmière, commune agricole.*)

Assurés d'être à leur place dans l'espace résidentiel, à distance des membres de leur groupe d'appartenance plus installés dans leur position, ils peuvent laisser agir leurs dispositions : les goûts, manières d'être du milieu d'origine guident leurs pratiques. Leur mobilité ascendante ne s'est pas accompagnée d'un déplacement de leurs pratiques de consommation et plus largement d'un changement dans leur mode de vie. Sur des scènes

professionnelle et résidentielle dissociées, s'expriment différentes dimensions d'eux-mêmes, peu compatibles, l'espace de résidence leur permettant d'atténuer les tensions liées à leur position d'entre-deux social : par le détachement et la désinvolture à l'égard des signes distinctifs dont ils font preuve dans l'espace résidentiel « faire simple », « ne pas se prendre la tête »... ils se montrent fidèles aux valeurs des milieux populaires dont ils sont issus, pour la plupart².

améliorer sa position résidentielle

Pour les cadres et parfois certains techniciens, la mobilité géographique constitue une condition d'avancement dans la carrière. Si le fait de devenir propriétaire diminue d'un tiers la probabilité de migrer³, cet effet dépend fortement des caractéristiques des trajectoires sociales et des dispositions à croire en un avenir professionnel. Bien que manifestant tous un même rapport distant à la sphère résidentielle, les individus en ascension diffèrent selon qu'ils s'inscrivent ou non dans une carrière professionnelle. Alors que certains envisagent très rapidement après leur installation une possible mobilité géographique les obligeant à vendre leur maison⁴, d'autres disent ne pas se projeter pas dans le futur. Dans le premier cas, ils sont toujours exogames par l'origine sociale⁵ et disposent d'un réseau relationnel majoritairement composé de membres appartenant aux catégories supérieures, les conjointes ont conservé leur activité professionnelle malgré l'arrivée des enfants. Si l'installation en zone périurbaine leur permet de vivre un peu de leur passé dans le présent, ils sont résolument tournés vers le futur. La localisation périurbaine leur apparaît très vite comme un frein à l'investissement professionnel dont ils tirent de fortes gratifications encourageant en retour leur investissement. Dans

² Hoggart Richard, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1976.

³ Bonvalet Catherine et Brun Jacques, « Etat des lieux des recherches sur la mobilité résidentielle en France », in Dureau Françoise, Lévy Jean-Pierre, *L'accès à la ville, les mobilités spatiales en questions*, Paris, L'harmattan, 2011, p.42.

⁴ Seul, un suivi des ménages permettrait de comprendre les effets du choix résidentiel périurbain sur la poursuite de la mobilité professionnelle.

⁵ Si statistiquement, les personnes ayant connu une ascension sociale ont tendance à s'unir davantage vers le bas que vers le haut, choisir la conjointe dans un milieu social plus élevé quand l'origine est populaire ou moyenne, constitue un indicateur supplémentaire de mobilité sociale. Cf. Vanderfelden Mélanie, « Position sociale et choix du conjoint : des différences marquées entre hommes et femmes », *Données sociales - La société française*, 2006, pp.33-42.

¹ Bourdieu Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1985, p.554.

les autres cas, les ménages sont homogames, les relations familiales dominent le réseau relationnel. La vie professionnelle est moins investie, l'emploi (et la formation qui l'a précédé) ne correspond pas aux dispositions. Le ménage d'Yves et d'Eliane en est un exemple. Yves, fils d'un agent commercial a suivi des études d'informatique sans appétence puis, après être resté un an au chômage, a trouvé un emploi de cadre. Eliane, sa conjointe, fille d'un artisan est technicienne, elle a quitté son emploi pour suivre son conjoint et « avoir des enfants ». Eliane devient très active dans l'association de crèche parentale, l'occasion pour elle de se créer, sur place, un réseau de relations :

« C'était une porte pour connaître des gens d'ici (...) j'ai fait pas mal de connaissances, des gens qui habitent ici. »

Elle organise la « fête des voisins » dans son lotissement, se présente aux élections du conseil municipal. En refusant de postuler à une offre de mutation en Australie assortie d'une promotion, Yves n'a pas pris le risque d'abandonner les profits symboliques de sa position résidentielle pour ceux, plus incertains, d'une promotion. Le ménage poursuit, dans la commune touristique, sa mobilité résidentielle : alors que la 1^{ère} maison était une maison « toute simple, de catalogue » « de même pas 100 m² », la seconde, beaucoup plus spacieuse, (180 m²) a été conçue par un architecte, équipée d'un chauffage par géothermie.

une position résidentielle correspondant à la catégorie sociale de référence

une disposition à se promouvoir qui ne parvient pas à s'actualiser dans la sphère professionnelle

Au sein de ces ménages un des conjoints au moins est en situation d'immobilité sociale ou plus exceptionnellement de déclassement, n'ayant pu atteindre la position espérée par ses parents faute de réussite scolaire. Ils sont enseignants, techniciens, avec des pères enseignants, techniciens... ouvriers, mécanicien, avec des pères maçons, enseignants, officier de police avec un père consultant, elles sont secrétaires avec des pères agents de maîtrise, pharmacien... technicienne, infirmières avec des pères cadres diplômés...

Malgré les encouragements multiformes des parents, les trajectoires scolaires des enquêtés d'origine populaire sont représentatives des trajectoires

statistiquement les plus fréquentes des membres de leur catégorie. Aucun homme n'obtient le baccalauréat. Certains sont orientés vers un CAP dès la 4^{ème}, d'autres après une seconde entrent en BEP. Les femmes subissent les contradictions entre les injonctions parentales et notamment maternelles à suivre des études et l'intériorisation de l'importance de la maternité et du rôle d'épouse dans la définition de l'identité féminine. Le parcours de Virginie en est un exemple. Aînée d'une fratrie de 5, Virginie est la seule à avoir obtenu le baccalauréat, un bac G1. Pour sa mère, titulaire d'un certificat d'étude primaire, agent de service, « les études c'était hyper important que j'essaie d'aller le plus loin possible, eux ils n'avaient pas de diplôme ». Virginie « tombe enceinte » en cours de terminale. Elle réussit son bac et entame un BTS qu'elle abandonne assez vite :

« ... Je n'arrivais pas à travailler le soir avec le petit, j'arrivais pas à faire mes devoirs donc du coup j'ai arrêté l'école, j'ai cherché du travail. »

Dans les familles plus favorisées, selon le rapport que les parents et, en particulier, les pères entretiennent avec leur propre position sociale, les enfants doivent conforter la position sociale d'origine ou réaliser, par procuration, le déplacement que leur père n'a pu accomplir : dans tous les cas, les attentes de réussite scolaire sont particulièrement fortes. Pour y échapper, certains privilégient les filières courtes afin d'entrer dans la vie active. Agnès, employée catégorie B de la fonction publique, fille cadette d'un pharmacien et d'une assistante sociale se démarque de sa fratrie par une réussite scolaire et professionnelle moindre. Son frère est chef d'entreprise et sa sœur médecin. Elle dit s'être engagée dans des études courtes pour entrer rapidement dans la vie active :

« J'ai eu mon DUT et j'ai arrêté ... », convaincue que ses parents « auraient aimé autre chose mais ils l'ont jamais dit comme ça quoi ! »

D'autres diffèrent la réalisation du projet que leur père avait formé pour eux. Julien est devenu enseignant de musique comme son père, lui-même fils d'un mineur décédé alors qu'il était encore enfant et d'une mère institutrice. Le père de Julien avait de grandes ambitions pour son fils, le plus prometteur de la fratrie en matière scolaire :

« Hum il avait aussi la pression de son père par rapport à la réussite oui, son père c'était énorme par rapport à la réussite. »

Si Julien exerce le même métier que son père, il a cependant le vague projet de réaliser la mobilité tant attendue par son père :

« ... Déjà quand on s'est marié, il m'a dit peut-être qu'un jour, j'aimerais bien diriger quelque chose, ça a toujours été présent. »

Plus rarement, c'est la position du milieu d'origine qui ne parvient pas à être maintenue non par manque d'ambitions mais par impossibilité de les réaliser, la transmission de l'héritage dépendant aussi des verdicts de l'institution scolaire. Jacques, fils d'un enseignant de philosophie devenu consultant après avoir échoué à plusieurs reprises à un concours d'entrée en école de commerce puis à l'Institut d'Etudes Politiques devient policier. Christine, avec un père chercheur, souhaitait intégrer une grande école. Après une année de classes préparatoires, elle se dirige vers un BTS (technicienne).

Ces cursus scolaires en partie « ratés » n'ont pas anéanti leurs aspirations sociales, certains tentent une progression professionnelle sans y parvenir. Christine, par exemple, s'inscrit dans une formation de guide de moyenne montagne puis renonce, redoutant de revivre une période de chômage.

C'est vers la sphère résidentielle que tous se tournent pour « compenser une identité sociale insatisfaisante »¹.

un choix résidentiel placé sous le sceau de l'effort

Dans un premier temps, alors qu'ils tentent de poursuivre leur trajectoire professionnelle, la plupart ont acquis un appartement en banlieue, parfois dans une commune périurbaine de Grenoble. Dans quelques cas, ils résident en banlieue parisienne, possèdent souvent une maison. Mobilité résidentielle et mobilité professionnelle (proposée ou demandée) se conjuguent. Tous ont intériorisé le modèle de la maison individuelle dans leur famille d'origine mais sont plus rarement familiers de l'espace rural. Les communes de la banlieue sont prioritairement explorées, la réalisation de leur projet les obligeant eux aussi à s'éloigner pour trouver une localisation et-ou une maison financièrement accessible.

Les ménages appartenant aux milieux populaires (ils sont ouvriers, employés) plus rarement artisans, déjà accédants à la propriété d'un appartement s'installent dans la commune agricole

qu'ils découvrent lorsqu'ils visitent un terrain ou une maison. Pour marquer leur promotion résidentielle, les propriétaires de maisons s'installent tous dans la commune touristique y compris lorsque les conjoints sont mécaniciens, chauffagiste, chauffeur routier, etc. Les membres des catégories intermédiaires, techniciens, officier de police, chef d'atelier, sous-officier dans l'armée, enseignants..., s'installent dans la commune touristique qui ne leur était pas inconnue : certains y avaient des amis, d'autres s'y promenaient ou y pratiquaient des activités sportives (ski, parapente...). Proches, par leur origine sociale, des enquêtés ayant connu une ascension sociale, ils sont attentifs aux équipements de la commune, notamment à l'offre d'activités extra-scolaires et en particulier sportives.

La promotion résidentielle suppose, pour beaucoup, des efforts d'adaptation à un environnement inconnu. Ils doivent « s'habituer » à prendre la voiture pour réaliser leurs activités :

« ... Elle a eu déjà des mois très difficiles à s'adapter ici. Parce que c'est vrai qu'on n'a pas trop grand choses... Des magasins, on a rien hein faut prendre le véhicule et aller sur T., M., tout ça... »
(Ouvrier à propos de sa conjointe ouvrière, commune agricole.)

Et s'habituer à vivre sous le regard des voisins :

« Pour moi quand on arrive ici ce qui est le plus dur en fait, c'est le manque d'ouverture d'esprit et puis ce phénomène que les voisins regardent tout ce que vous faites. » (Secrétaire, père pharmacien, résidant en Région parisienne, elle a suivi son conjoint muté à Grenoble.)

La progression dans la trajectoire résidentielle nécessite des efforts qui témoignent tout autant de l'importance qu'ils accordent à la position résidentielle que des désajustements entre moyens dont ils disposent et prétentions.

Qu'ils s'installent dans la commune agricole ou touristique, les ouvriers, employés, artisans font état de privations. Edith et Antoine, âgés de 33 ans, tous deux employés ont acheté un appartement « un petit T3 » dans une commune périurbaine de Grenoble juste après leur mariage, appartement dans lequel ils se sentent « à l'étroit ». Antoine qui n'est pas parvenu à poursuivre la petite mobilité engagée par ses parents (son père d'ouvrier est devenu employé, sa mère a progressé dans sa carrière occupant un emploi de catégorie B de la fonction publique) veut absolument une maison, étant le seul de sa famille à ne pas en posséder. Il réalise son projet à la naissance de son fils contra-

¹ Collet Anaïs, « Les "gentrificateurs"... », *art. cit.*

ctant un emprunt d'une durée de 30 ans. Malgré le soutien de leurs parents :

« ...Ben ses parents nous avaient aidés à l'époque pour l'achat de l'appartement, là, mes parents nous ont aidés pour l'achat d'une voiture. »

Antoine et Edith sont fortement contraints depuis l'acquisition de la maison :

« ...On est obligé de, ben de se restreindre quoi ! » (*Employée, titulaire d'un BTS, mère infirmière, conjoint employé, titulaire d'un BTS, parents employés.*)

Si la maison est investie d'une « forte charge symbolique », demandant la « mobilisation » de l'ensemble de la famille¹, ce n'est pas seulement parce qu'elle entérine la constitution de la famille² mais aussi parce qu'elle continue à symboliser la réussite sociale dans ces milieux sociaux.

Les privations ne sont pas l'apanage des ménages les plus populaires. La « nécessité » symbolique d'accéder très rapidement à la propriété d'une maison conduit aussi des ménages plus dotés en capital scolaire, d'origine plus favorisée à contracter des emprunts à la limite de leurs capacités de remboursement comme ce fut le cas de Camille et Julien qui ont fait construire une maison dans la commune touristique alors qu'ils sont enseignants depuis trois ans :

« ... On s'est mis un emprunt assez costaud quoi (...) c'était 14 ou 15 ans à l'époque on pouvait pas plus (...) c'était trop juste, faut le reconnaître c'était trop juste, c'était tout le temps à calculer tout le temps serré, non parce que s'installer ici c'est pas rien (...) alors pas de vacances... ».

La poursuite de la trajectoire résidentielle pérennisent les privations qui, pour certains, semblaient s'éloigner avec la fin du remboursement du prêt de leur ancien logement,

« ...Avant on faisait des économies maintenant on peut plus en faire quoi, euh si pas de voyages, disons qu'on n'en faisait pas mais on aurait pu commencer à en faire, parce que les enfants étaient nés, y'avait plus de gros aménagements à faire dans l'appartement, on aurait pu commencer à profiter on va dire. » (*Christine, technicienne, père chercheur, mère institutrice, commune touristique.*)

valoriser ses compétences, retrouver une « maîtrise » de sa vie et améliorer sa position résidentielle

La sphère résidentielle périurbaine permet de valoriser les compétences non reconnues dans leur travail. Les enquêtés en quête d'amélioration de leur identité sociale portent une grande attention à la maison qui, en raison de sa plasticité permet, plus que l'appartement, de jouer sur l'image de soi. Les goûts en matière d'habitat acquis au sein de familles favorisées peuvent être valorisés se traduisant par la recherche de distinction dans la conception de la maison, dans le choix des matériaux, des équipements souvent d'avant-garde notamment en matière de chauffage :

« C'est un architecte mais on lui a dit ce qu'on voulait et il a fait ce qu'on a voulu quoi (...) en esthétique, moi j'aime les choses simples maisons modernes c'est pas mon truc voilà et autrement elle est en briques monomur, en briques larges en clair, chaudière granulés de bois et eh... » (*Technicienne, père chercheur, mère institutrice.*)

Les maisons sont achevées, le terrain paysagé. Les ménages plus populaires mobilisent l'expérience qu'ils ont acquise en participant à la construction de la maison de leurs parents, les maisons sont plus spacieuses que celles des ménages en ascension sociale. Par les efforts fournis pour améliorer leur maison en série, les ménages d'ouvriers installés dans la commune agricole se différencient des ménages de techniciens en ascension résidant dans le même lotissement qui se « satisfont » de ce qu'ils ont. Benoît, ouvrier, fils d'un maçon qui est devenu co-gérant d'une petite entreprise de maçonnerie, a refusé la maison jumelée proposée par le lotisseur :

« Bon à la base, c'était pas cette maison. C'était une maison qui est mitoyenne là-bas. Et donc j'ai refusé donc euh c'est mitoyen et je veux pas trop (...) parce que quand on est individuel c'est plus pareil. Parce que, en plus on a la liberté de faire ce qu'on a envie dehors ». Il a agrandi sa maison, « j'ai fait c'est que j'ai cassé le garage à moitié (...) Normalement elles font 80 m² euh, j'ai pas gagné beaucoup, j'ai... 110 mètres je crois qu'elle fait celle-ci. »

L'espace résidentiel périurbain permet des formes de participation à la vie collective et rend possible la constitution d'un capital social « local », le contexte étant moins concurrentiel qu'en zone urbaine. Les plus diplômés et/ou porteurs de dispositions à l'engagement cherchent à convertir leur capital culturel hérité en investissant la vie associative ou le pouvoir local. Pour certains, la vie associative dynamique de la commune touristique et

¹ Cf. Cuturello Paul, Godard Francis, *Familles mobilisées. Accession à la propriété du logement et notion de l'effort, des ménages*, Paris, Plan Construction, 1982.

² Cf. Bourdieu Pierre, Bouhedja Salah, Christin Rosine, Givry Claire, « Un placement de père de famille », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°81-82, mars 1990, pp.6-33.

les possibilités offertes de s'y construire un capital social « local » ont pesé dans leur choix de localisation. Les relations sociales sont recherchées par les plus dotés en capital culturel :

« ... Pour nous c'était l'essentiel de, de s'intégrer de connaître du monde (...) c'est indispensable quand vous arrivez eh ! » (*Enseignante en IUT, père cadre, conjoint officier de police, père consultant.*)

Maryline, fille d'un agent de maîtrise devenu cadre qui a lui-même connu un déclassement important (son père était expert-comptable, propriétaire d'une importante exploitation viticole en Algérie) est secrétaire, titulaire d'un BTS. Elle a passé différents entretiens pour quitter son emploi qu'elle considère comme « alimentaire » mais sans succès. Son conjoint, fils de technicien lui-même technicien, a refusé une mobilité professionnelle ascendante à Paris. Les problèmes de bronchiolite de leurs filles leur permettent de vendre la maison dont ils ont héritée, située dans une commune périurbaine plutôt populaire pour réaliser leur projet de construction d'une maison plus spacieuse dans la commune touristique. Maryline vient d'une famille très engagée dans la vie associative :

« Enfin eh mon père est président de beaucoup d'associations (...) il a été conseiller municipal pendant 13 ans (...) il avait 10 associations où il était responsable » dans laquelle elle a construit des dispositions à l'engagement « pour moi eh c'est important de se mêler à la vie de la commune, de savoir ce que font ses voisins, je me dis, on peut pas rester enfermé dans les 4 murs de sa maison sans s'intégrer un minimum dans la vie de la commune. »

Elle investit la vie associative, préside notamment une association sportive et acquiert une notoriété locale, trouvant là la reconnaissance qui lui fait défaut dans sa vie professionnelle : « je connais quasiment tout le monde et puis un peu partout ».

L'implication dans la vie locale, les sociabilités développées donnent l'occasion d'apprécier la position locale :

« ... Bon on est très bien ici, on a une très belle maison, quelques années à payer, une fois que j'ai payé bon (elle) bon quand on a construit on était fier de ce qu'on a eu mais on a eu quelques remarques des gens qui étaient dans l'association autour de nous, bon quand on a commencé à se faire connaître et tout, ah ! Oui c'est vous la grosse villa là-haut, eh alors que pour nous, c'est une maison comme y'a partout quoi, on pensait pas que... (Ton satisfait) » (*Infirmière non bachelière, conjoint, chef d'atelier, commune touristique.*)

Tous retrouvent dans l'espace résidentiel une certaine maîtrise¹ de leur vie. Benoît, par exemple, ouvrier, offre deux figures incompatibles de lui-même selon le contexte dans lequel s'inscrit son discours. Dans son travail, il apparaît totalement dominé à la merci des décisions de ses supérieurs :

« Je suis rentré à C. en tant que coordinateur production (...) au bout de deux ans, on m'a changé, on m'a mis au service qualité-finition. »

Si après plusieurs années, il parvient à faire valoir ses compétences : « ...J'ai demandé vu que moi j'étais euh peintre de métier, j'ai demandé à être aux cabines peinture. Je suis resté quand même quatre ans », il doit changer d'emploi suite à une intoxication au plomb et retrouve un poste non qualifié, « et là euh ça fait un an qu'on m'a enlevé. »

Dans l'espace résidentiel, Benoît peut non seulement valoriser ses compétences en maçonnerie héritées de son père mais aussi décider, faire des choix, prendre des risques... Si par de multiples travaux, il donne de la valeur à la maison en série qu'il vient d'acheter c'est, dit-il, pour la revendre :

« J'ai commencé par un appartement qui m'a apporté un certain bénéfice. J'ai acheté cette maison. Bon cette maison, dans cinq ans, il faut que je la vende. Qui m'aura rapporté un certain bénéfice... »

Parce que dans l'espace résidentiel se joue la représentation de la position qu'ils veulent donner et se donner à eux-mêmes, ils sont attentifs à tous signes et indices permettant de classer les autres et de se classer. Le sentiment d'une nouvelle « identité sociale » reposant sur les caractéristiques de leur environnement, toutes modifications dans la composition sociale de la commune est source d'inquiétude. Les enquêtés les plus populaires redoutent le déclassement de leur environnement par l'arrivée de ménages plus modestes, d'autres plus favorisés craignent d'être déclassés sur place par l'arrivée de ménages plus dotés en capital économique.

Alors que certains poursuivent leurs efforts pour améliorer leur position résidentielle en achetant, par exemple, les travaux de leur maison qui les « tiennent » :

« Parce qu'on est toujours tenu par cette maison parce que là en plus bon comme y'a des week-ends où y'a pas les enfants ben on essaie de profiter et de faire les travaux au maximum » (employée, père ou-

¹ Jaillet Marie-Christine, « Le périurbain : un univers pour les classes moyennes », *art. cit.*, p.54.

vrier, conjoint ouvrier, père ouvrier, commune touristique) ;

... ou en projetant de changer son équipement pour se conformer aux « nouvelles convictions » :

« Au niveau chauffage on a fait avec ce qu'on avait comme moyens au moment où on a construit, on va voir peut-être si on peut pas faire une maison passive petit à petit voir si on peut pas arranger la chose pour que ça aille dans le bon sens pour la nature... » (*enseignante, père enseignant d'électronique*) ;

..., d'autres se mettent à distance de la vie locale après y avoir participé. Les profits qu'ils tirent de leur mobilité (ils se démarquent des membres de leur groupe d'appartenance et améliorent leur position dans la trajectoire intergénérationnelle) rendent supportable l'expérience quotidienne de la violence symbolique. Nadine, agent de service et Marc, éducateur se sont installés dans la commune touristique en 1996, ils avaient un peu plus de 40 ans. Ils étaient, jusque-là locataires d'un appartement dans une commune rurale trouvant « pesant » leur environnement populaire. Nadine est fille d'un ouvrier et d'une modiste et Marc, éducateur après avoir été pendant plusieurs années ouvrier, est fils d'un gendarme. Marc est le seul de la fratrie à n'avoir pas suivi d'études supérieures, quittant le lycée après avoir échoué au baccalauréat. Deux de ses frères sont ingénieurs et le troisième est directeur financier dans une grande entreprise. Comme d'autres ménages, c'est parce qu'ils ont « ... tout fait sauf les murs » qu'ils ont pu s'installer dans la commune touristique. Nadine dit s'être toujours « sentie en décalage », « quand on est en bas de l'échelle, moi je le repère, c'est tout ».

Elle ne va plus à la fête des voisins « mais pourquoi on veut se rencontrer ? C'est toujours pareil, boire un coup ensemble et après on se rencontre dans le village et on ne se dit pas bonjour ? (...) quand tu dis ce que tu fais et qu'on te regarde et qu'on parle au voisin, ben c'est vrai quoi !, le souci des fêtes c'était ça, les gens leur souci c'est de savoir qui vous étiez ! (...) si leur seul souci c'est de vous en foutre plein la gueule, finalement on ne devrait pas habiter un quartier comme ça ! ».

Quand Nadine se réfère à son ancien lieu de résidence, une commune rurale, elle considère qu'« ici, on est bien ».

poursuivre une mobilité professionnelle

L'investissement résidentiel ne dilue pas une ambition professionnelle qui, différée, va se réaliser.

Cette ambition est antérieure à la mobilité résidentielle, le sur-classement résidentiel anticipant la mobilité professionnelle. Dans plusieurs cas, la mobilité résidentielle se conjugue avec la mobilité professionnelle : c'est dans l'espoir de pouvoir s'installer à leur compte que plusieurs ouvriers (mécanicien, chauffagiste, ouvrier paysagiste...) accèdent à la propriété d'une maison en zone périurbaine. C'est en anticipant une mobilité professionnelle que Julien et Camille, tous deux enseignants, ont fait construire une maison dans la commune touristique, le sur-classement résidentiel obligeant Julien à réussir cette progression pour que le ménage puisse « vivre » :

« Y'a la promo du mari qui fait qu'on a un peu plus d'argent et on a été racheter le prêt on l'a mis sur plus longtemps et on s'est dit tant pis pour tout ce qui est intérêts ou autres, on veut pouvoir vivre ».

conclusion

Comme l'ont montré différents travaux, la sphère résidentielle constitue une sphère d'ajustement social. Dans l'espace périurbain, les pratiques résidentielles diffèrent fortement selon l'origine sociale, la pente de la trajectoire sociale et les perspectives de mobilité professionnelle. Les individus qui ont connu une mobilité sociale ascendante mais incertains de leur appartenance sociale peuvent accéder à la maison individuelle dans un environnement qui correspond à leur position sociale tout en conservant les habitudes acquises dans leur milieu d'origine. Ceux qui ne sont parvenus à réaliser la mobilité sociale espérée par leurs parents s'y construisent une position sociale. Le faible investissement dans la sphère résidentielle n'empêche pas l'ancrage tout comme une forte implication ne signifie pas renoncement à une mobilité professionnelle. Comme le rappellent Fabrice Ripoll et Sylvie Tissot, les propriétés physiques de l'espace (la localisation, les caractéristiques de l'habitat ...), les caractéristiques sociales du contexte local dans lequel s'inscrivent les pratiques sociales d'un individu n'ont pas d'effets indépendamment de sa trajectoire et de sa position sociale¹.

¹ Ripoll Fabrice & Tissot Sylvie, « La dimension spatiale des ressources sociales », *Regards Sociologiques*, n°40, 2010, p.5.